

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

17 JUIN 2004

Proposition de loi instaurant des tribunaux de l'application des peines

(Déposée par M. Hugo Vandenberghe et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

A) Généralités

La commission d'enquête Dutroux a formulé une série de recommandations visant à améliorer dans notre pays la coopération entre police et justice. Ces précieuses recommandations méritaient d'être concrétisées dès que possible.

De fait, l'accord octopartite allait prévoir la création de tribunaux de l'application des peines qui seraient chargés de la planification des détentions.

L'accord de gouvernement de 1999 annonçait déjà la suppression des commissions de défense sociale et leur remplacement par des tribunaux de l'application des peines. Mais on en resta au stade de la déclaration d'intention.

Ce n'est que récemment que l'on a modifié l'article 157 de la Constitution en vue de permettre la création de tribunaux de l'application des peines. La loi d'exécution se fait cependant toujours attendre.

Pourtant, il existe deux projets (soumis l'un à la procédure visée à l'article 77 de la Constitution et l'autre, à celle prévue à l'article 78), qui ont été élaborés dans le cadre des discussions menées au sein de la commission des Tribunaux de l'application des peines, du statut juridique externe et de la fixation de la peine, également appelée commission «Holsters».

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

17 JUNI 2004

Wetsvoorstel houdende de oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken

(Ingediend door de heer Hugo Vandenberghe c.s.)

TOELICHTING

A) Algemeen

De onderzoekscommissie-Dutroux deed een aantal aanbevelingen om politie en justitie in ons land beter te laten werken. Die waardevolle aanbevelingen verdienden het om zo snel mogelijk echt in de praktijk te worden omgezet.

In het kader van het Octopus-akkoord zou inderdaad werk worden gemaakt van strafuitvoeringsrechtbanken, welke de detentieplanning zouden opvolgen.

Het regeerakkoord uit 1999 bepaalde reeds dat de commissies voor de bescherming van de maatschappij behoorden afgeschaft te worden en vervangen door de strafuitvoeringsrechtbanken. Dit bleef bij een beleidsintentie.

Pas recentelijk is artikel 157 van de Grondwet gewijzigd, dat de instelling van strafuitvoeringsrechtbanken mogelijk maakt. Een uitvoeringswet terzake volgde echter niet.

Nochtans zijn er twee ontwerpteksten beschikbaar (opgedeeld volgens de artikelen 77-78 van de Grondwet); zij werden opgesteld naar aanleiding van de besprekingen in de commissie Strafwetvoeringsrechtbanken, externe rechtspositie van gedetineerden en straftoemeting (zgn. commissie Holsters).

Il n'y a pas lieu de reporter plus longtemps la discussion parlementaire de ces textes, qui pourraient servir de base à de nouvelles lois qui sont aujourd'hui grandement nécessaires.

En l'absence de toute information récente du gouvernement sur l'état d'avancement d'un quelconque projet de loi instaurant les tribunaux de l'application des peines, nous estimons qu'il est de notre devoir de déposer ces textes pour servir de cadre de référence aux discussions parlementaires à venir.

B) Historique

Suite à l'accord de gouvernement du 14 juillet 1999, il a été décidé d'élaborer de nouvelles dispositions réglementant l'imposition et l'exécution des peines et des mesures privatives de liberté.

La réflexion devait s'articuler comme suit: l'institution de tribunaux de l'application des peines tout d'abord, les modalités de l'exécution des peines et de la libération anticipée ensuite et la fixation de la peine et la motivation de la peine par le juge enfin.

Cette intention est également reprise dans la note de politique générale du ministre de la Justice pour l'exercice budgétaire 2000 (doc. 50 0198/013).

À cette fin, l'arrêté royal du 27 juin 2000 institua auprès du ministère de la Justice une commission d'experts dénommée Commission «Tribunaux de l'application des peines, statut juridique externe des détenus et fixation de la peine», qui fut chargée d'élaborer un avant-projet de loi accompagné d'un exposé des motifs relatifs:

— à l'instauration de tribunaux de l'application des peines, à leur compétence, à la procédure et à leur composition;

— à la fixation de la peine, à l'obligation de motivation et aux modalités de réaction et de sanction pour le juge pénal;

— au statut juridique externe des détenus condamnés, à savoir les règles relatives à la libération anticipée, à l'interruption et aux modalités de l'exécution des peines.

Initialement, cette commission devait remettre le rapport final de ses travaux le 30 juin 2001 au ministre de la Justice. Étant donné le caractère complexe de la mission de la commission, considérant que celle-ci a été appelée à rendre des avis en vue de la prise de décisions politiques et considérant que la commission n'a pas eu raisonnablement le temps ni les moyens de mener à bien sa mission dans le délai prévu, une prolongation jusqu'au 30 juin 2002 a été accordée par un arrêté royal du 12 juillet 2001.

Er is geen enkele reden om verder te blijven dralen met de bespreking van die teksten in het parlement, welke als basis kunnen dienen voor de hoogstnodige nieuwe wetten.

Nu er van regeringswege geen enkel nieuws meer te vernemen valt over vorderingen inzake enig wetsontwerp op de strafuitvoeringsrechtbanken, menen wij deze zeer bruikbare teksten dan ook als kader voor de komende parlementaire besprekingen te moeten indienen.

B) Historiek

Als gevolg van het regeerakkoord van 14 juli 1999 werd beslist nieuwe bepalingen uit te werken inzake het opleggen en het ten uitvoer leggen van de vrijheidsbenemende straffen en maatregelen.

Het verloop van de reflectie moest er als volgt uitzien: eerst de instelling van de strafuitvoeringsrechtbanken, vervolgens de nadere regels inzake strafuitvoering en vervroegde invrijheidstelling, en tenslotte de straftoemeting en de motivering van de straffen door de rechter.

Dat voornemen vindt men ook terug in de beleidsnota van de minister van Justitie voor het begrotingsjaar 2000 (doc. 50 0198/013).

Daartoe werd bij koninklijk besluit van 27 juni 2000 bij het ministerie van Justitie een commissie van deskundigen, de «commissie Strafwitvoeringsrechtbanken, externe rechtspositie van gedetineerden en straftoemeting» opgericht, die werd belast met de uitwerking van een voorontwerp van wet, inclusief memorie van toelichting, met betrekking tot:

— «de instelling van strafuitvoeringsrechtbanken en de bevoegdheid, procedure en samenstelling daarvan;

— de straftoemeting, de motiveringsplicht en de reactie- en sanctiemodaliteiten voor de strafrechter;

— de externe rechtspositie van veroordeelde gedetineerden, zijnde de regels met betrekking tot de vervroegde invrijheidstelling, de onderbreking van de strafuitvoering en de modaliteiten van strafuitvoering.»

Aanvankelijk moest die commissie op 30 juni 2001 het eindrapport van haar werkzaamheden indienen bij de minister van Justitie. Bij koninklijk besluit van 12 juli 2001 werd een verlenging toegestaan tot 30 juni 2002 omdat de opdracht van de commissie complex was, omdat «met het oog op het nemen van beleidspolitieke beslissingen aan de commissie meerdere adviezen werden gevraagd» en omdat «de commissie redelijkerwijs noch de tijd, noch de middelen had om de bovenvermelde opdracht binnen de vooropgestelde termijn uit te voeren».

Une nouvelle prolongation fut accordée jusqu'au 31 décembre 2002. Toutefois, comme l'indique le rapport final de la commission, la rédaction de textes législatifs de qualité a finalement conduit la commission à continuer ses travaux au-delà de cette date.

C'est le 9 mai 2003 que la commission a officiellement remis son rapport final au ministre de la Justice.

Ce document est structuré en deux parties :

- une première partie consacrée aux tribunaux de l'application des peines et au statut juridique externe des détenus, et plus particulièrement à l'organisation et à la compétence du tribunal d'application des peines et de la chambre de la cour d'appel chargée de l'application des peines, aux modalités particulières d'exécution de la peine privative de la liberté et à la libération conditionnelle;

- une deuxième partie consacrée à la fixation de la peine et plus particulièrement aux objectifs de la peine, à l'extension de l'arsenal des peines et à l'amélioration de la motivation des jugements.

C'est dans l'avant-projet de Code pénal du commissaire royal R. Legros que l'on retrouve la première proposition formelle d'instauration d'un tribunal d'application des peines. En 1997, la commission d'enquête parlementaire «Dutroux, Nihoul et consorts» s'était ralliée à cette notion et précisait d'emblée que le tribunal d'application des peines devrait en tout cas être en charge de tous les aspects et modalités de l'application des peines, y compris la libération conditionnelle.

C) Principes de base

À la fin de la dernière législature, l'obstacle majeur à l'instauration d'un tribunal d'application des peines a été levé. En effet, l'article 157 de la Constitution a été révisé et son alinéa 4 prévoit désormais : «Il y a des tribunaux de l'application des peines dans les lieux déterminés par la loi. Elle règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers.»

Le rapport final de la «commission Tribunaux de l'application des peines, statut juridique externe des détenus et fixation de la peine» est un document de travail proposant des pistes intéressantes.

Il repose sur quatre principes fondamentaux :

- Le principe de légalité : hormis la libération conditionnelle ou la libération provisoire pour raisons médicales, aucune autre forme de modalité d'exécution de la peine privative de liberté ou de libération anticipée n'est régie par la loi; toutes ces modalités sont régies par une série de circulaires ministérielles ne présentant pas de sécurité juridique suffisante.

Vervolgens werd een nieuwe verlenging toegestaan tot 31 december 2002. Zoals in het eindrapport van de commissie is aangegeven, heeft de redactie van kwaliteitsvolle wetgevende teksten de commissie er uiteindelijk toe verplicht haar werkzaamheden na die datum voort te zetten.

De commissie heeft haar eindrapport op 9 mei 2003 officieel aangeboden aan de minister van Justitie.

Dat document bevat twee delen :

- een eerste deel is gewijd aan de strafuitvoeringsrechtbanken en de externe rechtspositie van de gedetineerden, en meer in het bijzonder aan de organisatie en de bevoegdheid van de strafuitvoeringsrechtbank en van de kamer van het hof van beroep die met de strafuitvoering belast is, aan de bijzondere nadere regels van uitvoering van de vrijheidsbenemende straf en de voorwaardelijke invrijheidstelling;

- het tweede deel handelt over de straftoemeting, in het bijzonder over de doelstellingen van de vrijheidsstraf, de uitbreiding van het straffenarsenaal en de verbetering van de motivering van de vonnissen.

Het voorontwerp van Strafwetboek van koninklijk commissaris R. Legros omvat het eerste formele voorstel om een strafuitvoeringsrechtbank in te stellen. In 1997 stond ook de parlementaire onderzoekscommissie «Dutroux-Nihoul en consorten» dat voorstel voor, waarbij ze al meteen preciseerde dat de strafuitvoeringsrechtbank in elk geval bevoegd zou moeten zijn voor alle aspecten en nadere regels inzake de strafuitvoering, met inbegrip van de voorwaardelijke invrijheidstelling.

C) Grondbeginselen

Aan het einde van de vorige zittingsperiode werd met de herziening van artikel 157 van de Grondwet de belangrijkste hindernis voor het instellen van een strafuitvoeringsrechtbank weggeruimd; het vierde lid van dat artikel luidt immers voortaan als volgt : «Er zijn strafuitvoeringsrechtbanken in de plaatsen die de wet aanwijst. Zij regelt hun organisatie, hun bevoegdheid, alsmede de wijze van benoeming en de duur van het ambt van hun leden.»

Het eindverslag van de «commissie Strafvloeringsrechtbanken, externe rechtspositie van gedetineerden en straftoemeting» is een werkdocument dat interessante denksporen aanbrengt.

Het is gebaseerd op vier grondbeginselen :

- Het legaliteitsbeginsel : met uitzondering van de voorwaardelijke invrijheidstelling en de voorlopige invrijheidstelling om medische redenen wordt geen enkele andere vorm van nadere uitvoering van de vrijheidsbenemende straf of van de vervroegde invrijheidstelling geregeld bij wet; al die nadere regels worden bepaald bij ministeriële omzendbrieven die

Comme l'indique la commission dans son rapport final : «La Belgique se trouve donc dans une situation paradoxale: seule la libération conditionnelle et la libération provisoire pour raisons médicales font l'objet d'une réglementation légale, alors que toutes les autres modalités d'exécution de la peine, quantitativement beaucoup plus importantes, sont réglées par des circulaires ministérielles.»

— La limitation des effets préjudiciables de la détention: afin de limiter ces dommages, le condamné doit notamment pouvoir maintenir des contacts avec le monde extérieur et bénéficier d'une guidance à sa sortie de prison.

— Le statut juridique externe du détenu doit se placer dans une logique de justice réparatrice: ce principe implique, d'une part, que la victime ne peut être mise à l'écart de l'exécution des peines (elle doit être informée du déroulement de la peine et doit pouvoir être entendue) et d'autre part, que le condamné soit mis dans la possibilité de réparer le dommage causé par l'infraction.

— La responsabilisation et la participation: le condamné doit devenir acteur de sa détention, mais aussi de la préparation à sa sortie de prison.

D) Nécessité de légiférer

Il convient donc de donner une base légale au statut juridique externe des détenus qui, jusqu'à présent, a été essentiellement élaboré par le pouvoir exécutif. Or, en vertu du principe de la séparation des pouvoirs, le pouvoir exécutif n'est pas compétent pour renoncer à exécuter les peines prononcées par le pouvoir judiciaire ni à modifier leur nature et leur durée. C'est à une instance judiciaire que revient cette compétence.

C'est le pouvoir judiciaire qui est seul compétent pour modifier la nature ou la durée de la peine initialement prononcée.

La proposition contient aussi une série de définitions et de principes de base:

— une définition légale est donnée à la notion de victime;

— la victime qui s'est déclarée partie lésée pourra demander à être entendue devant les juridictions répressives et ce, même sans s'être constituée partie civile;

onvoldoende rechtszekerheid bieden. In haar eindverslag schrijft de commissie daarover het volgende: «Hierdoor bevindt België zich in een paradoxale situatie: enkel de voorwaardelijke invrijheidstelling en de voorlopige invrijheidstelling om medische redenen maken het onderwerp uit van een wettelijke regelgeving, terwijl alle andere modaliteiten van uitvoering van de straf, die veel groter in aantal zijn, door ministeriële omzendbrieven geregeld worden.»

— De beperking van de detentieschade: teneinde de detentieschade te beperken, moet de veroordeelde in de mogelijkheid worden gesteld contact met de buitenwereld te onderhouden en moet hij worden begeleid nadat hij de gevangenis heeft verlaten.

— De externe rechtspositie van de gedetineerden moet worden ingebed in de context van een rechtspraak die schadeherstel beoogt: dat beginsel houdt in dat het slachtoffer enerzijds moet worden betrokken bij de tenuitvoerlegging van de straf (het moet worden ingelicht over het verloop van de straf en kunnen worden gehoord) en de veroordeelde anderzijds de mogelijkheid krijgt de door het misdrijf aangerichte schade te herstellen.

— Responsabilisering en participatie: de veroordeelde moet niet alleen worden betrokken bij zijn detentie maar ook bij de voorbereiding op zijn ontslag uit de gevangenis.

D) Nood aan een wettelijke regeling

Er moet dus een wettelijke basis worden verleend aan de externe rechtspositie van de gedetineerden, die tot dusver in eerste instantie door de uitvoerende macht werd uitgewerkt. Op grond van het beginsel van de scheiding der machten is de uitvoerende macht echter niet bevoegd om geen gevolg te geven aan de tenuitvoerlegging van door de rechterlijke macht uitgesproken straffen, noch kan deze de aard en de duur ervan wijzigen. Die bevoegdheid ligt bij een rechterlijke instantie.

De rechterlijke macht heeft als enige de bevoegdheid om de aard of de duur van de oorspronkelijk toegemeten straf te wijzigen.

Het voorstel bevat tevens een aantal basisdefinities en principes:

— er wordt een wettelijke definitie van het begrip «slachtoffer» uitgewerkt;

— een slachtoffer dat zich benadeelde partij heeft verklaard, kan vragen te worden gehoord voor de strafgerichten, zelfs zonder dat hij of zij zich burgerlijke partij heeft gesteld;

— au niveau des modalités particulières d'exécution de la peine privative de liberté, la protection de la victime est prise en compte dans l'appréciation de l'existence de contre-indications; la victime est également informée de l'octroi de cette modalité;

— au niveau de la libération conditionnelle, la victime peut être entendue lors de la procédure d'octroi; elle peut être entendue en personne ou se faire représenter; elle est également informée de l'octroi de la libération conditionnelle et des conditions imposées dans son intérêt, de la révision ou de la révocation de la libération conditionnelle, de la révision des conditions particulières ainsi que de la levée de l'arrestation provisoire.

Pour les auteurs, la création d'un tribunal de l'application des peines est la première priorité. Ce tribunal rendra l'application de la peine plus sûre et plus utile. Elle sera plus sûre en ce sens que le condamné pourra compter sur les garanties d'une procédure contradictoire. De plus, on verra naître ainsi une «jurisprudence de l'application des peines» qui clarifiera les modalités de l'application des peines pour les justiciables.

Les auteurs adhèrent pleinement à la conclusion contenue dans l'introduction générale du rapport final de la commission et qui est rédigée en ces termes : «Au vu de ces considérations, il apparaît primordial de faire figurer de façon précise dans une loi quelles sont les différentes modalités d'exécution de la peine privative de liberté, leurs conditions d'admissibilité et leurs effets. En fonction de ces derniers, il s'agira de déterminer à quelles autorités appartient le pouvoir décisionnel ainsi que la procédure applicable.»

Les auteurs adhèrent pleinement aux objectifs de la commission, à savoir la modernisation du droit pénal et l'intégration d'une optique réparatrice mettant en avant les intérêts de la victime et la nécessaire responsabilisation du délinquant.

— met betrekking tot de bijzondere nadere regels inzake de uitvoering van de vrijheidsbenemende straf wordt rekening gehouden met de bescherming van het slachtoffer wanneer wordt beoordeeld of al dan niet sprake is van contra-indicaties; het slachtoffer wordt er bovendien van in kennis gesteld dat hij aanspraak kan maken op die nadere regel;

— met betrekking tot de voorwaardelijke invrijheidstelling kan het slachtoffer worden gehoord tijdens de toekenningsprocedure; dat slachtoffer kan persoonlijk worden gehoord dan wel zich laten vertegenwoordigen; voorts wordt de betrokkene in kennis gesteld van de toegekende voorwaardelijke invrijheidstelling, van de voorwaarden die in zijn belang worden opgelegd, van de herziening of herroeping van de voorwaardelijke invrijheidstelling, van de herziening van de bijzondere voorwaarden alsmede van de opheffing van de voorlopige aanhouding.

De oprichting van een strafuitvoeringsrechtbank wordt door indieners gezien als topprioriteit. Deze rechtbank zal de strafuitvoering zekerder en zinvoller maken. Zekerder in de zin dat de veroordeelde op de waarborgen van een tegensprekelijke procedure kan rekenen. Bovendien zou er een «strafuitvoeringsrechtspraak» ontstaan waardoor de modaliteiten van de strafuitvoering voor de rechtzoekenden duidelijk worden.

De indieners onderschrijven dan ook de conclusie die is vervat in de algemene inleiding van het eindverslag van de commissie Strafwitvoeringsrechtbanken, die luidt als volgt: «Gezien deze overwegingen lijkt het belangrijk om de verschillende modaliteiten van uitvoering van de vrijheidsbenemende straf, hun toelaatbaarheidsvoorwaarden en hun gevolgen op duidelijke wijze een wettelijke basis te geven. In functie hiervan moet worden bepaald welke overheid beslissingsbevoegdheid heeft en welke procedure van toepassing is.»

De indieners sluiten zich aan bij de doelstellingen van de commissie Strafwitvoeringsrechtbanken, te weten het strafrecht moderniseren alsook in dat recht een herstelgerichte benadering inbouwen, waarbij de klemtoon ligt op de belangen van het slachtoffer en op de noodzakelijke responsabilisering van de delinquent.

Hugo VANDENBERGHE.
Stefaan DE CLERCK.
Sabine de BETHUNE.

PROPOSITION DE LOI*Chapitre premier — Disposition générale***Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

*Chapitre II — Modifications du Code judiciaire***Art. 2.**

À l'article 58*bis* du Code judiciaire, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par les lois des 21 juin 2001 et 10 avril 2003, les modifications suivantes sont apportées :

A. au 1^o, les mots « , substitut du procureur du Roi spécialisé en application des peines » sont insérés entre les mots « substitut du procureur du Roi spécialisé en matière commerciale » et « substitut du procureur du Roi de complément » ;

B. au 4^o, les mots « , juge au tribunal de l'application des peines » sont insérés entre les mots « juge au tribunal de la jeunesse » et « juge des saisies ».

Art. 3

À l'article 76 du même Code, modifié par la loi du 28 mars 2000, les modifications suivantes sont apportées :

A. l'alinéa 1^{er} est complété comme suit : « Les tribunaux de première instance des chef-lieux de chaque province, et le tribunal de première instance de Bruxelles pour ce qui concerne l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, comprennent en outre une ou plusieurs chambres de l'application des peines » ;

2^o l'alinéa 2 est remplacé par le texte suivant : « Ces chambres composent quatre sections dénommées respectivement tribunal civil, tribunal correctionnel, tribunal de la jeunesse et tribunal de l'application des peines. »

Art. 4

À l'article 77 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est complété comme suit : « et d'assesseurs en application des peines » ;

WETSVOORSTEL*Hoofdstuk I — Algemene bepaling***Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

*Hoofdstuk II — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek***Art. 2.**

In artikel 58*bis* van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wetten van 21 juni 2001 en 10 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. in de bepaling onder 1^o worden de woorden « substituuat-procureur des Konings gespecialiseerd in strafuitvoering » ingevoegd tussen de woorden « substituuat-procureur des Konings gespecialiseerd in handelszaken » en de woorden « toegevoegd substituuat-procureur des Konings » ;

B. in de bepaling onder 4^o worden de woorden « rechter in de strafuitvoeringsrechtbank » ingevoegd tussen de woorden « rechter in de jeugdrechtbank » en het woord « beslagrechter ».

Art. 3

In artikel 76 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 maart 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. het eerste lid wordt aangevuld als volgt : « De rechtbanken van eerste aanleg van elke provinciehoofdplaats, en de rechtbank van eerste aanleg te Brussel wat het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad betreft, bestaan bovendien uit één of meer kamers voor strafuitvoering » ;

2^o het tweede lid wordt vervangen als volgt : « Die kamers vormen vier afdelingen, genaamd : burgerlijke rechtbank, correctionele rechtbank, jeugdrechtbank en strafuitvoeringsrechtbank. ».

Art. 4

In artikel 77 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt aangevuld als volgt : « en uit assessoren in strafuitvoeringszaken » ;

2^o l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2: «Un nombre égal d'assesseurs en application des peines est spécialisé en exécution des peines et en réinsertion sociale des détenus.»

Art. 5

L'article 78 du même Code est complété comme suit: «, ou d'un juge, président de chambre, et de deux assesseurs en application des peines.»

Art. 6

Dans l'article 79 du même Code, remplacé par la loi du 18 juillet 1991 et modifié par les lois des 21 janvier 1997 et 22 décembre 1998, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2:

«Le Roi désigne parmi les juges aux tribunaux de première instance de la province et parmi les juges du tribunal de première instance de Bruxelles les juges au tribunal de l'application des peines, en priorité parmi les juges qui se sont portés candidats et par préférence parmi ceux qui possèdent une expérience professionnelle utile et qui ont suivi une formation complémentaire en sciences humaines.

Les juges au tribunal de l'application des peines sont désignés pour une période de trois ans qui, après évaluation, peut être renouvelée chaque fois pour une période de cinq ans.»

Art. 7

À l'article 80 du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots «ou d'un juge au tribunal de l'application des peines» sont insérés entre les mots «juge au tribunal de la jeunesse» et «le président du tribunal»;

2^o dans l'alinéa 3, les mots «ou du juge au tribunal de l'application des peines» sont insérés entre les mots «juge des saisies» et «la mission».

Art. 8

À l'article 87, alinéa 3, du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1^o les mots «et des assesseurs en application des peines suppléants» sont insérés entre les mots «juges consulaires suppléants» et «peuvent être nommés»;

2^o het volgende lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid: «Een gelijk aantal assessoren in strafuitvoeringszaken is gespecialiseerd in strafuitvoering en in de sociale reïntegratie van de gedetineerden.».

Art. 5

Artikel 78 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt: «, of uit een rechter, voorzitter van de kamer, en twee assessoren in strafuitvoeringszaken.»

Art. 6

In artikel 79 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juli 1991 en gewijzigd bij de wetten van 21 januari 1997 en 22 december 1998, worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd:

«De Koning wijst uit de rechters in de rechtbanken van eerste aanleg van de provincie en uit de rechters van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel de rechters in de strafuitvoeringsrechtbank aan, bij voorrang uit de rechters die zich kandidaat hebben gesteld en bij voorkeur uit zij die over nuttige beroepservaring beschikken en die een bijkomende opleiding in de menswetenschappen hebben gevolgd.

De rechters in de strafuitvoeringsrechtbank worden aangewezen voor een periode van drie jaar die, na evaluatie, telkens voor een periode van vijf jaar kan worden hernieuwd.».

Art. 7

In artikel 80 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het eerste lid worden de woorden «of een rechter in de strafuitvoeringsrechtbank» ingevoegd tussen de woorden «een rechter in de jeugdrechtbank» en de woorden «wijst de voorzitter»;

2^o in het derde lid worden de woorden «of de rechter in de strafuitvoeringsrechtbank» ingevoegd tussen de woorden «de beslagrechter» en de woorden «blijft de opdracht».

Art. 8

In artikel 87, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden «en plaatsvervangende assessoren in strafuitvoeringszaken» worden ingevoegd tussen de woorden «plaatsvervangende rechters in handelszaken» en de woorden » worden benoemd»;

2^o les mots «et les assesseurs en application des peines» sont insérés entre les mots «et consulaires» et «empêchés».

Art. 9

À l'article 89 du même Code, remplacé par la loi du 17 février 1997, les mots «ou des assesseurs en application des peines» sont insérés entre les mots «ou consulaires» et «qu'il désigne».

Art. 10

Un article 92*bis*, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

«Art. 92*bis*. — Sous réserve des exceptions prévues par la loi, les matières qui relèvent de la compétence du tribunal de l'application des peines sont portées devant une chambre composée d'un juge et de deux assesseurs en application des peines.»

Art. 11

L'article 100, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 22 décembre 1998, est complété comme suit :

«Ils peuvent aussi être désignés au ou près le tribunal de l'application des peines qui fait partie du tribunal de première instance auquel ou près lequel ils ne sont pas nommés, auquel cas ils sont censés, pour l'application de l'article 189, § 2, exercer leur fonction au tribunal auquel ou près lequel ils sont nommés.»

Art. 12

L'article 101, alinéa 1^{er}, du même Code est complété comme suit: «et des chambres de l'application des peines.»

Art. 13

Dans l'article 151 du même Code, modifié par la loi du 22 décembre 1998, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

«Le procureur du Roi près les tribunaux de première instance des chef-lieux de chaque province, et près le tribunal de première instance de Bruxelles pour ce qui concerne l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est assisté par un ou plusieurs substituts spécialisés en application des peines.»

2^o de woorden «en assessoren in strafuitvoeringszaken» worden ingevoegd tussen de woorden «in handelszaken» en de woorden «te vervangen».

Art. 9

In artikel 89 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 17 februari 1997, worden de woorden «of de assessoren in strafuitvoeringszaken» ingevoegd tussen de woorden «in handelszaken» en de woorden «die hij aanwijst».

Art. 10

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 92*bis* ingevoegd, luidende :

«Art. 92*bis*. — Onder voorbehoud van de door de wet bepaalde uitzonderingen, worden de zaken die behoren tot de bevoegdheid van de strafuitvoeringsrechtbank aanhangig gemaakt bij een kamer met een rechter en twee assessoren in strafuitvoeringszaken.»

Art. 11

Artikel 100, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, wordt aangevuld als volgt :

«Ze kunnen eveneens worden aangewezen in of bij de strafuitvoeringsrechtbank die deel uitmaakt van de rechtbank van eerste aanleg waarin of waarbij ze niet zijn benoemd, in welk geval ze, voor de toepassing van artikel 189, § 2, worden geacht hun ambt uit te oefenen in de rechtbank waarin of waarbij ze zijn benoemd.»

Art. 12

Artikel 101, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de woorden: «en strafuitvoeringskamers».

Art. 13

In artikel 151 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

«De procureur des Konings bij de rechtbanken van eerste aanleg van elke provinciehoofdplaats, en van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel wat het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad betreft, wordt bijgestaan door een of meer substituten gespecialiseerd in strafuitvoeringszaken.»

Art. 14

Dans l'article 161 du même Code, remplacé par la loi du 17 février 1997, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

«Si le tribunal de première instance comprend quatre sections conformément à l'article 76, un à quatre greffiers-chefs de service peuvent être désignés.»

Art. 15

À l'article 194 du même Code, modifié par les lois des 1^{er} décembre 1994, 6 mai 1997, 22 décembre 1998, 24 mars 1999 et 15 juin 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le § 5 en devient le § 6;

2^o un nouveau § 5, libellé comme suit, est inséré dans l'article :

«§ 5. Les substituts spécialisés en application des peines sont désignés en priorité parmi ceux qui se sont portés candidats et par préférence parmi ceux qui possèdent une expérience professionnelle utile ou qui ont suivi une formation complémentaire en sciences humaines.».

Art. 16

Un article 196*bis*, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

«Art. 196*bis*. — Le Roi nomme les assesseurs en application des peines.

L'assesseur en application des peines spécialisé en exécution des peines et son suppléant doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1. posséder au moins cinq ans d'expérience professionnelle utile dans le domaine de l'exécution des peines privatives de liberté, au sein d'un service du Service public fédéral Justice, dans une fonction académique, au barreau ou auprès d'un service agréé par l'autorité compétente et dont la liste sera déterminée par le Roi;

2. être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études délivré par une université ou par un établissement assimilé;

3. être Belge;

4. ne pas avoir plus de 65 ans;

5. jouir des droits civils et politiques.

L'assesseur en application des peines spécialisé en réinsertion sociale et son suppléant doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1. posséder au moins cinq ans d'expérience professionnelle utile dans le domaine de la réinsertion

Art. 14

In artikel 161 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 17 februari 1997 wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

«Indien de rechtbank van eerste aanleg overeenkomstig artikel 76 bestaat uit vier afdelingen, kunnen één tot vier griffiers-hoofden van dienst worden aangewezen.».

Art. 15

In artikel 194 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 1 december 1994, 6 mei 1997, 22 december 1998, 24 maart 1999 en 15 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 5 wordt vernummerd tot § 6;

2^o een nieuwe § 5, luidend als volgt, wordt in het artikel ingevoegd :

«§ 5. De substituten gespecialiseerd in strafuitvoering worden bij voorrang aangewezen uit zij die zich kandidaat hebben gesteld en bij voorkeur uit zij die beschikken over nuttige beroepservaring en die een bijkomende opleiding in de menswetenschappen hebben gevolgd.».

Art. 16

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 196*bis* ingevoegd, luidende :

«Art. 196*bis*. — De Koning benoemt de assessoren in strafuitvoeringszaken.

De assessor in strafuitvoeringszaken gespecialiseerd in strafuitvoering en zijn plaatsvervanger moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1. beschikken over minstens vijf jaar nuttige beroepservaring op het stuk van de uitvoering van vrijheidsberovende straffen, binnen een dienst van de federale overheidsdienst Justitie, in een academische functie, aan de balie of bij een dienst erkend door de bevoegde overheid en waarvan de lijst zal worden vastgesteld door de Koning;

2. houder zijn van een diploma of een getuigschrift van studies afgegeven door een universiteit of een gelijkgestelde inrichting;

3. Belg zijn;

4. niet ouder zijn dan 65 jaar;

5. de burgerlijke en politieke rechten genieten.

De assessor in strafuitvoeringszaken gespecialiseerd in sociale reïntegratie en zijn plaatsvervanger moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1. beschikken over minstens vijf jaar nuttige beroepservaring op het stuk van de maatschappelijke

sociale au sein d'un service du Service public fédéral Justice ou auprès d'un service agréé par l'autorité compétente et dont la liste sera déterminée par le Roi;

2. être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études délivré par une université ou par un établissement assimilé;

3. être Belge;

4. ne pas avoir plus de 65 ans;

5. jouir des droits civils et politiques.

Les assesseurs en application des peines sont désignés pour une période de trois ans qui, après évaluation, peut être renouvelée chaque fois pour une période de cinq ans.»

Art. 17

L'article 265 du même Code, remplacé par la loi du 17 février 1997, est complété comme suit:

«c) ou avoir exercé la fonction de secrétaire auprès d'une commission de libération conditionnelle pendant au moins deux années. Dans ce cas, le candidat ne peut exercer sa fonction qu'auprès du tribunal de l'application des peines.»

Art. 18

L'article 269bis, alinéa 1^{er}, 2^o, du même Code, inséré par la loi du 11 décembre 1973 et remplacé par la loi du 17 février 1997, est complété comme suit:

«d) ou avoir exercé pendant au moins une année la fonction de secrétaire ou pendant au moins deux années la fonction d'assistant administratif auprès d'une commission de libération conditionnelle. Dans ce cas, le candidat ne peut exercer sa fonction qu'auprès du tribunal de l'application des peines.»

Art. 19

Dans l'article 288, alinéa 5, du même Code, modifié par les lois des 10 février 1998, 22 décembre 1998, 24 mars 1999 et 21 juin 2001, les mots «des assesseurs en application des peines et de leurs suppléants» sont insérés entre les mots «des juges consulaires, effectifs et suppléants» et «des procureurs du Roi».

Art. 20

Dans l'article 291, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par les lois des 10 février 1998, 24 mars 1999 et 21 juin 2001, les mots «, assesseurs en application des

réintégration, binnen een dienst van de federale overheidsdienst Justitie of bij een dienst erkend door de bevoegde overheid en waarvan de lijst zal worden vastgesteld door de Koning;

2. houder zijn van een diploma of een getuigschrift van studies afgegeven door een universiteit of een gelijkgestelde inrichting;

3. Belg zijn;

4. niet ouder zijn dan 65 jaar;

5. de burgerlijke en politieke rechten genieten.

De assessoren in strafuitvoeringszaken worden, aangewezen voor een periode van drie jaar die, na evaluatie, telkens voor een periode van vijf jaar kan worden hernieuwd.».

Art. 17

Artikel 265 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 17 februari 1997, wordt aangevuld als volgt:

«c) of ten minste twee jaar het ambt van secretaris bij een commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling hebben uitgeoefend. In dit geval mag de kandidaat zijn ambt slechts uitoefenen bij de strafuitvoeringsrechtbank.»

Art. 18

Artikel 269bis, eerste lid, 2^o, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 december 1973 en vervangen bij de wet van 17 februari 1997, wordt aangevuld als volgt:

«d) of ten minste één jaar het ambt van secretaris of tenminste twee jaar het ambt van bestuursassistent bij een commissie voor voorwaardelijke invrijheidstelling hebben uitgeoefend. In dit geval mag de kandidaat zijn ambt slechts uitoefenen bij de strafuitvoeringsrechtbank.»

Art. 19

In artikel 288, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 10 februari 1998, 22 december 1998, 24 maart 1999 en 21 juni 2001, worden de woorden «de werkende en plaatsvervangende assessoren in strafuitvoeringszaken» ingevoegd tussen de woorden «rechters in handelszaken» en de woorden «de procureurs des Konings».

Art. 20

In artikel 291, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 10 februari 1998, 24 maart 1999 en 21 juni 2001, worden de woorden

peines» sont insérés entre les mots «consulaires» et «et juges suppléants».

Art. 21

Dans l'article 301, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par les lois des 17 février 1997, 9 juillet 1997 et 10 février 1998, les mots «, assessors en application des peines» sont insérés entre les mots «juges consulaires» et «officiers du ministère public».

Art. 22

Dans l'article 304 du même Code, modifié par les lois des 17 février 1997, 6 mai 1997 et 10 février 1998, les mots «ou l'assesseur en application des peines» sont insérés entre les mots «ou consulaire» et «doit s'abstenir».

Art. 23

Dans l'article 312 du même Code, modifié par les lois des 17 février 1997, 10 février 1998, 22 décembre 1998 et 24 mars 1999, les mots «et les assessors en application des peines» sont insérés entre les mots «les juges consulaires» et «dans l'ordre de leur nomination».

Art. 24

Dans l'article 322, alinéa 3, du même Code, modifié par les lois des 30 mars 1973 et 10 février 1998, les mots «Le juge social ou consulaire empêché est remplacé par un juge social ou un juge consulaire suppléant.» sont remplacés par les mots «Le juge social, le juge consulaire ou l'assesseur en application des peines empêché est remplacé par un juge social, un juge consulaire ou un assesseur en application des peines suppléant.».

Art. 25

Dans l'article 331, alinéa 2, du même Code, modifié par les lois des 17 février 1997, 6 mai 1997, 10 février 1998, 24 mars 1999 et 21 juin 2001, les mots «, les assessors en application des peines» sont insérés entre les mots «les juges consulaires» et «les référendaires près les tribunaux de première instance».

«, assessoren in strafuitvoeringszaken» ingevoegd tussen de woorden «in handelszaken» en de woorden «plaatsvervangende rechters».

Art. 21

In artikel 301, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 17 februari 1997, 9 juli 1997 en 10 februari 1998, worden de woorden «, assessoren in strafuitvoeringszaken» ingevoegd tussen de woorden «in handelszaken» en de woorden «ambtenaren van».

Art. 22

In artikel 304 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 17 februari 1997, 6 mei 1997 en 10 februari 1998, worden de woorden «of de assessor in strafuitvoeringszaken» ingevoegd tussen de woorden «in handelszaken» en de woorden «op straffe van».

Art. 23

In artikel 312 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 17 februari 1997, 10 februari 1998, 22 december 1998 en 24 maart 1999, worden de woorden «en de assessoren in strafuitvoeringszaken» ingevoegd tussen de woorden «in handelszaken» en de woorden «naar orde van».

Art. 24

In artikel 322, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1973 en 10 februari 1998, worden de woorden «De verhinderde rechter in sociale zaken of in handelszaken wordt vervangen door een plaatsvervangend rechter in sociale zaken of in handelszaken» vervangen door de woorden «De verhinderde rechter in sociale zaken of in handelszaken of de assessor in strafuitvoeringszaken wordt vervangen door een plaatsvervangend rechter in sociale zaken of in handelszaken of door een assessor in strafuitvoeringszaken.»

Art. 25

In artikel 331, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 17 februari 1997, 6 mei 1997, 10 februari 1998, 24 maart 1999 en 21 juni 2001, worden de woorden «, de assessoren in strafuitvoeringszaken» ingevoegd tussen de woorden «de rechters in handelszaken» en de woorden «de referendarissen bij de rechtbanken van eerste aanleg».

Art. 26

À l'article 341 du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par la loi du 13 mars 2001, les modifications suivantes sont apportées :

A. au § 1^{er}, 2^o, les mots «et 4» sont insérés entre les mots «alinéa 2» et les mots «et 102, § 1^{er}»;

B. au § 2, les mots «les assesseurs en application des peines» sont insérés entre les mots «les juges consulaires» et les mots «les conseillers».

Art. 27

L'article 390 du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par la loi du 17 juillet 2000 est complété comme suit : «et aux assesseurs en application des peines».

Art. 28

Dans l'article 408 du même Code, les mots «et les assesseurs en application des peines» sont insérés entre les mots «juges consulaires» et «qui, bien que».

Art. 29

Un article 572*bis* libellé comme suit est inséré dans le même Code :

«Art. 572*bis*. — Hormis les exceptions prévues par la loi, le tribunal de l'application des peines connaît des modalités particulières d'exécution de la peine privative de liberté prévues à la partie III, titre II, de la loi relative au tribunal de l'application des peines et au statut juridique externe des détenus, ainsi que de la libération conditionnelle.».

Art. 30

Un article 572*ter* libellé comme suit est inséré dans le même Code :

«Art. 572*ter*. — En matière de modalités particulières d'exécution de la peine privative de liberté prévues à la partie III, titre II, de la loi relative au tribunal de l'application des peines et au statut juridique externe des détenus, est compétent le tribunal de l'application des peines de la province dans laquelle est situé l'établissement pénitentiaire où réside le condamné au moment de la demande d'octroi de la modalité particulière d'exécution de la peine privative de liberté, ou, si la peine n'a pas encore été mise à exécution, le tribunal de l'application des peines de la province où réside

Art. 26

In artikel 341 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wet van 13 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. in § 1, 2^o, worden de woorden «en vierde» ingevoegd tussen het woord «tweede» en het woord «lid»;

B. in § 2 worden de woorden «, de assessoren in strafuitvoeringszaken» ingevoegd tussen de woorden «in handelszaken» en de woorden «en de raadsheeren».

Art. 27

Artikel 390 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wet van 17 juli 2000, wordt aangevuld als volgt : «en op de assessoren in strafuitvoeringszaken».

Art. 28

In artikel 408 van hetzelfde Wetboek worden de woorden «of de assessoren in strafuitvoeringszaken» ingevoegd tussen de woorden «in handelszaken» en de woorden «die, ofschoon».

Art. 29

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 572*bis* ingevoegd, luidende :

«Art. 572*bis*. — Behalve de bij wet voorziene uitzonderingen neemt de strafuitvoeringsrechtbank kennis van de bijzondere uitvoeringsmodaliteiten van de vrijheidsbenemende straf als bedoeld in deel III, titel II, van de wet betreffende de strafuitvoeringsrechtbank en de externe rechtspositie van de gedetineerden, evenals van de voorwaardelijke invrijheidstelling.».

Art. 30

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 572*ter* ingevoegd, luidende :

«Art. 572*ter*. — Inzake de bijzondere uitvoeringsmodaliteiten van de vrijheidsbenemende straf als bedoeld in deel III, titel II, van de wet betreffende de strafuitvoeringsrechtbank en de externe rechtspositie van de gedetineerden is de strafuitvoeringsrechtbank bevoegd die gelegen is in de provincie waarin de strafinrichting zich bevindt waarin de veroordeelde verblijft op het ogenblik van de vraag tot toekenning van de bijzondere uitvoeringsmodaliteit van de vrijheidsbenemende straf, of, indien de straf nog niet ten uitvoer is gelegd, is de strafuitvoeringsrechtbank van

le condamné au moment de la condamnation. Le tribunal de l'application des peines de Bruxelles est compétent de la même manière pour les condamnés qui résident dans un établissement pénitentiaire sis dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ou qui résident dans cet arrondissement au moment de la condamnation.

En matière de libération conditionnelle, est compétent le tribunal de l'application des peines de la province dans laquelle est situé l'établissement pénitentiaire dont émane l'avis visé à l'article 64 de la loi relative au tribunal de l'application des peines et au statut juridique externe des détenus. Le tribunal de l'application des peines de Bruxelles est compétent de la même manière pour les avis qui émanent d'un établissement pénitentiaire sis dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. ».

Art. 31

Un article 572^{quater} libellé comme suit est inséré dans le même code :

« Art. 572^{quater}. — Le tribunal de l'application des peines qui a octroyé une modalité particulière d'exécution de la peine privative de liberté prévue à la partie III, titre II de la loi relative au tribunal de l'application des peines et au statut juridique externe des détenus, demeure compétent pour toute décision relative à cette modalité jusqu'au moment où il est mis fin à la modalité particulière d'exécution de la peine privative de liberté.

Le tribunal de l'application des peines qui a octroyé la libération conditionnelle demeure compétent pour toute décision relative à celle-ci jusqu'au moment où intervient la libération définitive.

Si le tribunal de l'application des peines estime, à titre exceptionnel, qu'il est indiqué de transférer sa compétence relative à un condamné à un autre tribunal de l'application des peines, il prend une décision motivée après que celui-ci ait, dans les quinze jours, rendu un avis conforme. ».

Chapitre III — Modifications du Code d'instruction criminelle

Art. 32

L'article 611 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 7 mai 1999, est complété par un alinéa 4 libellé comme suit :

« Le juge au tribunal de l'application des peines est tenu de visiter au moins une fois tous les six mois les établissements pénitentiaires de la province. ».

de la province waarin de veroordeelde verblijft op het ogenblik van de veroordeling bevoegd. De strafuitvoeringsrechtbank te Brussel is op dezelfde wijze bevoegd voor de veroordeelden die in een strafinrichting verblijven gelegen in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, of die in dit arrondissement woonachtig zijn op het ogenblik van de veroordeling.

Inzake voorwaardelijke invrijheidstelling is de strafuitvoeringsrechtbank bevoegd die gelegen is in de provincie waarin de strafinrichting zich bevindt waarvan het advies als bedoeld in artikel 64 van de wet betreffende de strafuitvoeringsrechtbank en de externe rechtspositie van de gedetineerden afkomstig is. De strafuitvoeringsrechtbank te Brussel is op dezelfde wijze bevoegd voor de adviezen die afkomstig zijn van een strafinrichting gelegen in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad. ».

Art. 31

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 572^{quater} ingevoegd, luidende :

« Art. 572^{quater}. — De strafuitvoeringsrechtbank die de bijzondere uitvoeringsmodaliteit van de vrijheidsbenemende straf als bedoeld in deel III, titel II, van de wet betreffende de strafuitvoeringsrechtbank en de externe rechtspositie van de gedetineerden heeft gelast, blijft bevoegd voor elke beslissing inzake die modaliteit tot er een einde wordt gesteld aan de bijzondere uitvoeringsmodaliteit van de vrijheidsbenemende straf.

De strafuitvoeringsrechtbank die de voorwaardelijke invrijheidstelling heeft gelast, blijft bevoegd voor elke beslissing erover tot de definitieve invrijheidstelling.

Indien de strafuitvoeringsrechtbank het in uitzonderlijke gevallen voor een bepaalde veroordeelde aangewezen acht om de bevoegdheid over te dragen aan een andere strafuitvoeringsrechtbank, neemt zij een gemotiveerde beslissing nadat die andere strafuitvoeringsrechtbank binnen vijftien dagen een eensluidend advies heeft uitgebracht. ».

Hoofdstuk III — Wijzigingen van het Wetboek van Strafvordering

Art. 32

Artikel 611 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij de wet van 7 mei 1999, wordt aangevuld met een vierde lid, luidende als volgt :

« De rechter in de strafuitvoeringsrechtbank is verplicht ten minste eens in de zes maanden de strafinrichtingen van de provincie te bezoeken. ».

Chapitre IV — Modifications de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire

Art. 33

Il est inséré dans la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, modifiée par les lois des 23 septembre 1985, 4 août 1986, 23 juin 1989, 16 juillet 1993, 11 juillet 1994, 21 décembre 1994, 4 mars 1997, 6 mai 1997, 8 août 1997, 22 décembre 1998, 25 mars 1999, 17 juillet 2000, 27 avril 2001, 21 juin 2001, 18 juillet 2002 et 13 février 2003, un nouveau chapitre *Ilbis* comprenant les articles *23bis* et *23ter* et intitulé comme suit :

«Chapitre *Ilbis* — Emploi des langues devant le tribunal de l'application des peines.».

Art. 34

Il est inséré dans la même loi un article *23bis*, libellé comme suit :

«*Art. 23bis.* — Devant les tribunaux de l'application des peines d'Anvers, de Bruges, de Gand, de Louvain et de Hasselt, la procédure est faite en néerlandais.

Devant les tribunaux de l'application des peines de Mons, d'Arlon, de Namur, de Liège et de Nivelles, la procédure est faite en français, sauf l'exception prévue à l'article *23ter*, alinéa 3.

Devant le tribunal de l'application des peines de Bruxelles, la procédure est faite en français ou en néerlandais, selon la langue dans laquelle a été prononcé le jugement ou l'arrêt infligeant la peine la plus lourde.».

Art. 35

Un article *23ter* est inséré dans la même loi, libellé comme suit :

«*Art. 23ter.* — Un condamné qui relève de la compétence d'un tribunal de l'application des peines dont il ne connaît pas la langue ou qui s'exprime plus aisément dans la langue d'un autre tribunal de l'application des peines peut, par requête motivée, demander au tribunal de l'application des peines compétent de transférer le traitement de son dossier à un tribunal de l'application des peines dont il connaît la langue ou qui pratique la langue dans laquelle il s'exprime plus aisément.

Les dossiers de condamnés qui connaissent uniquement le néerlandais ou qui s'expriment plus aisément dans cette langue, ou qui connaissent uniquement le français ou qui s'expriment plus aisément dans cette langue, sont transférés au tribunal de l'application des peines de Bruxelles.

Hoofdstuk IV — Wijzigingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken

Art. 33

In de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, gewijzigd bij de wetten van 23 september 1985, 4 augustus 1986, 23 juni 1989, 16 juli 1993, 11 juli 1994, 21 december 1994, 4 maart 1997, 6 mei 1997, 8 augustus 1997, 22 december 1998, 25 maart 1999, 17 juli 2000, 27 april 2001, 21 juni 2001, 18 juli 2002 en 13 februari 2003 wordt een nieuw hoofdstuk *Ilbis* ingevoegd, die de artikelen *23bis* en *23 ter* omvat, met als opschrift :

«Hoofdstuk *Ilbis* — Gebruik der talen voor de strafuitvoeringsrechtbank.».

Art. 34

In dezelfde wet wordt een artikel *23bis* ingevoegd, luidende :

«*Art. 23bis.* — Voor de strafuitvoeringsrechtbank te Antwerpen, Brugge, Gent, Leuven en Hasselt wordt de rechtspleging in het Nederlands gevoerd.

Voor de strafuitvoeringsrechtbanken te Bergen, Aarlen, Namen, Luik en Nijvel wordt de rechtspleging in het Frans gevoerd, behoudens de uitzondering bepaald in artikel *23ter*, derde lid.

Voor de strafuitvoeringsrechtbank te Brussel wordt de rechtspleging in het Frans of in het Nederlands gevoerd naar gelang van de taal van het vonnis of het arrest waarbij de zwaarste straf is opgelegd.»

Art. 35

In dezelfde wet wordt een artikel *23ter* ingevoegd, luidende :

«*Art. 23ter.* — Een veroordeelde die onder de bevoegdheid ressorteert van een strafuitvoeringsrechtbank waarvan hij de taal niet kent of die zich gemakkelijker uitdrukt in de taal van een andere strafuitvoeringsrechtbank, kan een gemotiveerde aanvraag richten aan de bevoegde strafuitvoeringsrechtbank om de behandeling van zijn dossier over te dragen aan een strafuitvoeringsrechtbank waarvan hij de taal kent of van de taal waarin hij zich gemakkelijker uitdrukt.

De dossiers van veroordeelden die alleen Nederlands kennen of zich gemakkelijker in die taal uitdrukken, of die alleen Frans kennen of zich gemakkelijker in die taal uitdrukken worden overgedragen aan de strafuitvoeringsrechtbank te Brussel.

Les dossiers de condamnés qui connaissent uniquement l'allemand ou qui s'expriment plus aisément dans cette langue sont transférés au tribunal de l'application des peines de Liège.

Le tribunal de l'application des peines statue dans les dix jours du dépôt de la requête visée à l'alinéa 1^{er}. La décision accordant ou refusant le transfert de la compétence devra être motivée et notifiée dans les trois jours, par lettre recommandée, au ministère public près le tribunal de l'application des peines et au condamné. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

L'examen du dossier est suspendu jusqu'au moment où une décision aura été prise à propos du transfert ou non du dossier à un autre tribunal de l'application des peines.».

2 avril 2004.

De dossiers van veroordeelden die alleen Duits kennen of zich gemakkelijker in die taal uitdrukken, worden overgedragen aan de strafuitvoeringsrechtbank te Luik.

De strafuitvoeringsrechtbank neemt een beslissing binnen tien dagen na indiening van de in het eerste lid bedoelde aanvraag. De beslissing om de bevoegdheid al dan niet over te dragen wordt met redenen omkleed en binnen drie dagen per aangetekende brief ter kennis gebracht van het openbaar ministerie bij de strafuitvoeringsrechtbank en van de veroordeelde. Tegen deze beslissing staat geen rechtsmiddel open.

De verdere behandeling van het dossier wordt geschorst totdat er een definitieve beslissing is over het al dan niet overdragen van het dossier aan een andere strafuitvoeringsrechtbank.».

2 april 2004.

Hugo VANDENBERGHE.
Stefaan DE CLERCK.
Sabine de BETHUNE.